POWER UP : MOBILISONS-NOUS POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE :

FINANCER ET METTRE EN ŒUVRE L'AMBITION MONDIALE EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES CONFORME À L'OBJECTIF DE 1,5°C

+350

La présente synthèse expose les principaux éléments du rapport de 350.org, « Power up : mobilisons-nous pour la justice climatique. Financer et mettre en œuvre une ambition mondiale en matière d'énergies renouvelables conforme à l'objectif de 1,5°C ». Elle illustre la nécessité de débloquer des fonds au profit des pays du Sud afin de mettre en œuvre l'objectif mondial en matière d'énergies renouvelables, à travers le prisme de la justice climatique.

*

À l'approche de la conférence des Nations unies sur le climat (COP28) à Dubaï, l'objectif mondial en matière d'énergies renouvelables visant à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels se trouve au cœur des négociations et pourrait bien être adopté. Toutefois, pour que cet objectif de la COP28 relatif aux énergies renouvelables constitue une étape significative vers la justice climatique, il devra s'inscrire au sein d'un ensemble exhaustif de mesures énergétiques et d'un processus de suivi, et il devra bénéficier de soutien financier.

EXIGENCES QUALITATIVES DE L'OBJECTIF MONDIAL EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

Pour que l'objectif mondial en matière d'énergies renouvelables réponde de manière globale aux besoins énergétiques mondiaux et permette de réduire la dépendance aux combustibles fossiles, un ensemble d'organisations ont convenu qu'il devait être accompagné de dispositions relatives aux objectifs quantitatifs suivants :

Tripler la capacité de production d'énergie renouvelable équitable, sûre et propre d'ici à 2030 afin de la porter à plus de 11 térawatts (TW) et, à partir de 2030, accroître la capacité annuelle de production d'énergie renouvelable de 1,5 TW ;

Avoir doublé les gains annuels en matière d'efficacité énergétique d'ici 2030 au plus tard.

Assurer un retrait total, juste et équitable de tous les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) d'ici à 2050, et réduire les émissions de gaz à effet de serre de 42 % par rapport aux niveaux de 2019 d'ici 2030.

FINANCER L'OBJECTIF MONDIAL EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

Lors de la COP28, le triplement des énergies renouvelables doit être soutenu par des engagements politiques concrets et des processus permettant de débloquer les financements nécessaires.

Pour développer rapidement les énergies renouvelables, les financements doivent être attribués de manière équitable, rapide et à grande échelle, tant au sein des pays qu'entre eux. Dans leur communiqué de 2023, les cheffe·es d'État du G20 ont convenu de la nécessité d'investir environ 4 000 milliards de dollars d'ici à 2030[1] afin d'atteindre l'objectif de tripler la capacité des énergies renouvelables à cet horizon. Bien que cette somme soit conséquente, elle doit être perçue comme un investissement au sens propre du terme. En effet, les coûts sociaux, sanitaires, écologiques et financiers de l'absence d'investissement seront désastreux, en particulier pour les communautés les plus vulnérables au changement climatique qui en sont par ailleurs les moins responsables.

En 2022, seulement 260 milliards de dollars[2] ont été investis dans les pays du Sud, qui comptent pourtant environ 5 milliards d'habitant·e·s. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), **estime que pour maintenir le cap d'un réchauffement planétaire de 1,5°C et répondre aux besoins énergétiques, les investissements dans les pays du Sud doivent augmenter d'ici 2030 et s'élever à environ 1900 milliards de dollars par an, soit une multiplication par sept .**

Ainsi, il apparaît clairement que pour atteindre les objectifs mondiaux ambitieux en matière d'énergies renouvelables, des programmes de financement conséquents et à grande échelle seront nécessaires. Bien que l'on puisse se réjouir de la hausse de l'investissement global dans les énergies renouvelables, sans changement majeur de l'architecture financière mondiale, la transition ne pourra pas se produire à l'échelle et à la vitesse nécessaires, ni de manière équitable.

1 Déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G20 à New Delhi, , https://www.g20.org/content/dam/gtwenty/gtwenty_new/document/G20-New-Delhi-Leaders-Declaration.pdf

2 Accroître les financements privés pour assurer la transition énergétique dans les économies émergentes et en développement. Agence internationale de l'énergie,, https://www.iea.org/reports/scaling-up-private-finance-for-clean-energy-in-emerging-and-developing-economies

On estime que pour maintenir le cap d'un réchauffement planétaire de 1,5°C et répondre aux besoins énergétiques, les investissements dans les pays du Sud doivent augmenter et s'élever à environ 1900 milliards de dollars par an, soit une multiplication par sept.

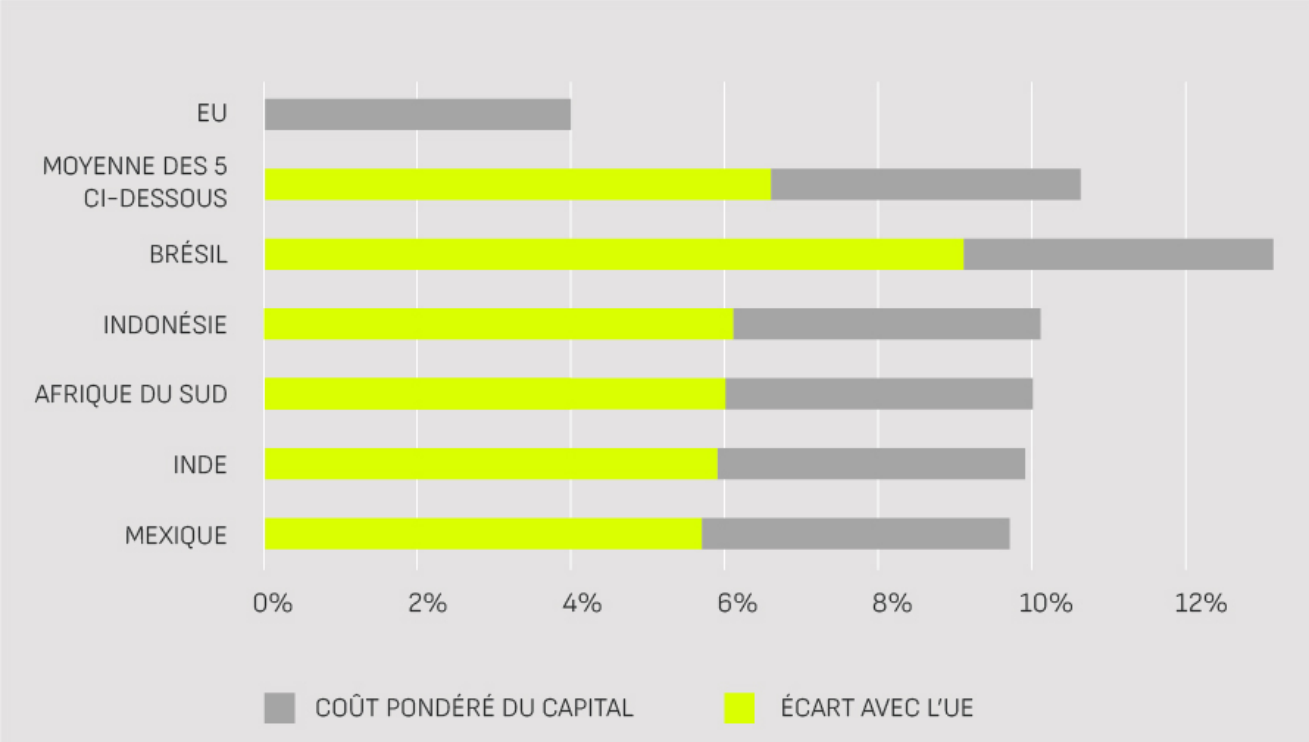
OBSTACLES FINANCIERS À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Alors que la finance constitue la clé d'une transition énergétique rapide à grande échelle, elle peut également présenter des obstacles conséquents. Il est essentiel de les surmonter pour avancer.

Le système financier mondial baigne dans un héritage de colonialisme, d'extractivisme et de préjugés à l'égard des populations les plus pauvres du monde. Ce système continue de désavantager largement les pays du Sud, et de générer notamment des cycles d'endettement et un coût relatif du capital plus élevé. Ces obstacles ralentissent considérablement les perspectives d'une transition énergétique équitable.

Par conséquent, les investissements dans les énergies renouvelables dans les pays du Sud doivent connaître une plus forte augmentation que dans les pays du Nord, et requièrent des politiques nationales favorables ainsi qu'un soutien au niveau international.

COÛT COMPARATIF PAR HABITANT (2021) D'UNE FERME SOLAIRE DE GRANDE ÉCHELLE ENTRE LES PAYS DÉVELOPPÉS ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EN VOIE D'INDUSTRIALISATION



Des obstacles tels que la dette et le coût inéquitable du capital dans les pays du Sud entravent considérablement les investissements dans les énergies renouvelables.

POSSIBILITÉS DE DÉBLOQUER DES FONDS EN FAVEUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- L'annulation de la dette extérieure souveraine iconstitue une première étape nécessaire pour libérer la marge de manœuvre budgétaire actuellement très limitée des pays du Sud. L'annulation de la dette permettra aux gouvernements de mettre en place le cadre nécessaire au soutien de la montée en puissance des énergies renouvelables et d'assurer l'accès à l'énergie propre à leur population[3]. Bien que de telles décisions ne puissent pas être prises lors de la COP28, l'issue de la négociation doit tenir compte de ces contraintes et appeler les organismes et forums concernés à annuler la dette extérieure afin de favoriser l'action climatique.

- Fournir un financement concessionnel estimé à 100 milliards de dollars aux pays du Sud sans pour autant mener à l'augmentation de niveaux d'endettement insoutenables. L'octroi de financements concessionnels constitue une forme de réparation des inégalités inhérentes au coût du capital dans les pays du Sud. Pourtant, comme l'a démontré une étude d'Oxfam en 2002[4]. cet aspect a trop souvent été occulté dans le discours sur le financement climatique. Selon les estimations, 100 milliards de dollars de financement concessionnel annuel seraient nécessaires pour débloquer les 1140 milliards de dollars d'investissements privés indispensables à la transition énergétique mondiale d'ici 2030[5].

- Une augmentation significative de 200 milliards de dollars par an de subventions pour les pays du Sud. Sur les 1900 milliards de dollars d'investissements annuels totaux nécessaires à la transition énergétique dans les pays du Sud, on estime que 40%[6] doivent être financés par des fonds publics, soit environ 760 milliards de dollars par an. Pour atteindre 760 milliards de dollars par an, 500 milliards de dollars supplémentaires d'investissements publics annuels seront nécessaires. Si ces 500 milliards sont fortement concessionnels (ce qui se reflèterait par un ratio de subventions de 40 %), il faudrait alors débloquer 200 milliards de dollars supplémentaires sous forme de subventions annuelles.

- Réorienter les financements provenant de sources existantes en :

  1. **taxant les bénéfices des entreprises de combustibles fossiles.** En 2022, TotalEnergies et Exxon ont réalisé à eux seuls 56 milliards de dollars de bénéfices[7], soit une somme suffisante pour alimenter quatre fois en énergie solaire tous les foyers du Kenya, d'Afrique du Sud, d'Ouganda et de Tanzanie.[8] .

3 Il s'agit notamment des créanciers chinois qui dépassent le Club de Paris en termes de volume de prêts depuis dix ans (voir par exemple cet article de 2020 du Financial Times :: https://www.ft.com/content/f7157356-e773-47c4-b05d-8624a5ccfd03

4 Les Faux-semblants Des Financements Climat : La valeur réelle de l'engagement de 100 milliards de dollars pour 2019-2020 Oxfam, https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621426/bn-climate-finance-short-changed-191022-en.pdf;jsessionid=AD31A27BB1E3A13D01EB2E4257F36A8A?sequence=7

5 https://www.iea.org/reports/scaling-up-private-finance-for-clean-energy-in-emerging-and-developing-economies

6 Résumé analytique, rapport « World Energy Investment 2021 ». Agence internationale de l'énergie, https://www.iea.org/reports/world-energy-investment-2021/executive-summary

7 Les grandes compagnies pétrolières engrangent des bénéfices records de près de 200 milliards de dollars, entraînant un appel à augmenter les taxes. CNBC https://www.cnbc.com/2023/02/08/big-oil-rakes-in-record-annual-profit-fueling-calls-for-higher-taxes.html

8 Étude de la demande d'électricité des ménages et des modes de consommation à Nairobi. Archives de recherche de l'Université de Nairobi http://erepository.uonbi.ac.ke/handle/11295/4184#:~:text=The%20average%20annual%20electricity%20consumption,maximum%20demand%20is%203.6kW

2. **Réorienter les subventions destinées aux combustibles fossiles vers les énergies renouvelables.** En 2022, les pays du G20 ont accordé 1 400 milliards de dollars de subventions directes[9] taux entreprises de combustibles fossiles, et les subventions destinées à la consommation mondiale de combustibles fossiles ont doublé par rapport à l'année précédente, atteignant le chiffre record de 1 000 milliards de dollars. Si ces subventions étaient réorientées, elles suffiraient à elles seules à tripler la quantité totale d'électricité installée sur le continent africain grâce aux énergies renouvelables[10].

3. **Réorienter les investissements effectués en faveur de projets de combustibles fossiles nouveaux et existants vers des projets d'énergies renouvelables.** Les États doivent réorienter les ressources financières à l'échelle locale, nationale et mondiale par le biais de tous les mécanismes financiers à leur disposition, en veillant à une répartition équitable des ressources afin que le passage aux énergies renouvelables profite à tous·tes les habitant·e·s de la planète. Les pays historiquement responsables de la situation doivent payer leur dette climatique aux pays vulnérables qui subissent les conséquences climatiques les plus importantes, sans pour autant disposer des fonds nécessaires à l'adaptation et au développement des énergies renouvelables.

4. **En créant un impôt sur la fortune :** TLes 3000 personnes les plus riches se trouvent à la "limite de la légalité"[11]. Des études ont montré qu'une taxation de 2 % seulement, c'est-à-dire bien en deçà de ce que cette richesse est censée rapporter chaque année, permettrait de rapporter 250 milliards de dollars d'argent public par an[12].

5. **En réorientant les droits de tirage spéciaux (DTS) vers le financement des besoins climatiques des pays en développement.** Les DTS sont des actifs de réserve internationaux créés par le Fonds monétaire international (FMI) afin de compléter les réserves officielles de ses pays membres. Les DTS sont alloués aux pays membres sur la base de leurs quotes-parts au FMI et peuvent être redistribués à hauteur de centaines de milliards.

6. **Exploiter les initiatives d'infrastructure à grande échelle :** Outre le financement privé, les responsables politiques peuvent s'appuyer sur les sources de financement existantes, notamment les initiatives d'infrastructure à grande échelle qui représentent des centaines de milliards de dollars, notamment le Partenariat du G7 pour le développement des infrastructures ou l'Initiative chinoise pour le développement mondial.

Afin de faciliter la transition vers les énergies renouvelables, la dette à grande échelle doit être annulée. En outre, 100 milliards de dollars de financement concessionnel par an seront nécessaires, ainsi que 200 milliards de dollars de subventions par an.

9 Attiser les flammes : Le G20 apporte un soutien financier sans précédent aux combustibles fossiles. Institut international du développement durable, https://www.iisd.org/publications/report/fanning-flames-g20-support-of-fossil-fuels#:~:text=Fossil%20fuel%20subsidies%20from%20G20,at%20least%20USD%201%20trillion.&text=G20%20countries%20announced%20USD%20265,between%202020%20and%20June%202023

10 CFinancements actuels : https://www.iea.org/reports/fossil-fuels-consumption-subsidies-2022; Par ailleurs, les mêmes mises en garde que pour le commentaire ci-dessus s'appliquent.

11 Un rapport financé par l'UE appelle à taxer la richesse des ultra-riches plutôt que leurs revenus. The Guardian, https://www.theguardian.com/business/2023/oct/22/eu-funded-report-calls-for-wealth-of-super-rich-to-be-taxed-not-income#:~:text=Billionaires%20have%20been%20operating%20on,EU%20tax%20policy%20has%20claimed.

12 Rapport mondial sur l'évasion fiscale, 2024. Observatoire EUTAX, https://www.taxobservatory.eu/publication/global-tax-evasion-report-2024/

DANS LE CADRE DE LA COP28 : UN ENSEMBLE EXHAUSTIF DE MESURES ÉNERGÉTIQUES ET UN OBJECTIF EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les communautés et les écosystèmes les plus vulnérables du monde comptent sur la COP28 pour apporter une réponse crédible, scientifique et équitable à la crise climatique. À cette fin, obtenir les résultats suivants s'avèrera essentiel :

- Garantir une réduction équitable de 42 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2030, grâce à un accord visant à éliminer progressivement les combustibles fossiles et à un ensemble exhaustif de mesures destinées à accélérer le déploiement des énergies renouvelables.
- Les pays doivent établir un plan d'action international visant à redistribuer les fonds issus des profits, des subventions et des investissements liés aux combustibles fossiles et à les orienter vers le développement des énergies renouvelables, en particulier dans les pays du Sud vulnérables au changement climatique.
- Il est essentiel qu'un objectif global en matière d'énergies renouvelables ainsi que des mécanismes complémentaires figurent officiellement dans le document final de la COP28 et bénéficient d'un statut juridique relevant du processus de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).
- Les objectifs mondiaux en matière d'énergies renouvelables et les engagements de sortie progressive des combustibles fossiles pris lors de la COP28 doivent s'appuyer sur des solutions éprouvées telles que les énergies éolienne et solaire, qui présentent le potentiel d'atténuation le plus élevé et constituent les solutions les plus viables sur le plan économique pour remplacer les combustibles fossiles. Les distractions dangereuses que représentent les technologies non éprouvées telles que le captage et le stockage du carbone, l'énergie nucléaire et la combustion de l'ammoniac n'ont pas leur place dans le débat. En effet, elles ne s'attaquent pas aux causes profondes de la crise climatique et il est rare qu'elles puissent être mises en œuvre à grande échelle.

Par conséquent, pour atteindre l'objectif mondial en matière d'énergies renouvelables, les décisions prises dans le cadre de la COP28 doivent être accompagnées d'engagements politiques concrets, de signaux et des processus de mise en œuvre, et doivent notamment :

1. Appeler toutes les parties à inclure à la mise à jour de leurs contributions déterminées au niveau national des objectifs quantitatifs en matière d'énergies renouvelables, en vue d'atteindre une capacité de 11 000GW d'énergies renouvelables au niveau mondial d'ici 2030 ;

2. Exhorter les créanciers bilatéraux, multilatéraux et privés à annuler d'urgence toutes les dettes non viables et injustes, afin de répondre aux besoins liés au climat ;

3. Décider que les pays développés parties à la conférence et ceux qui ont la capacité de le faire fournissent collectivement des financements concessionnels supplémentaires pour les énergies renouvelables à hauteur d'au moins 100 milliards de dollars par an, comptabilisés en équivalent-subvention, y compris, sans toutefois s'y limiter, en fournissant des ressources supplémentaires aux banques multilatérales de développement et aux fonds multilatéraux pour le climat ;

4. Exhorter les parties, les banques multilatérales de développement et les parties prenantes n'étant pas parties à la conférence, en particulier les institutions financières, à multiplier par cinq leur proportion de financement et d'investissement dans les énergies renouvelables d'ici 2030 ;

5. Exhorter tous les pays, et en particulier ceux du G7, à réformer le système de subventions des combustibles fossiles afin de mettre en place des plans de transition juste et de les élargir à l'échelle de l'économie, et d'aider les pays en développement à les mettre en œuvre ;Call on the Standing Committee on Finance to provide an assessment of the grant finance needs to provide clean and equitable energy access for all by 2030 and urge developed country parties to provide such finance.

6. Appeler le Comité permanent du financement à fournir une évaluation des besoins de financement des subventions afin de fournir un accès à l'énergie propre et équitable pour tous·tes d'ici 2030, et exhorter les pays développés qui sont parties à la conférence à contribuer à ce financement.

En résumé, pour que la COP28 aboutisse au changement de cap nécessaire pour ne pas dépasser les 1,5°C, le rapport réitère les exigences liées à l'objectif mondial proposé en matière d'énergies renouvelables, et expose des exigences supplémentaires pour le document final. En effet, celui-ci devra s'appuyer sur un cadre juridique, reposer uniquement sur des technologies éprouvées en matière d'énergies renouvelables telles que l'éolien et le solaire, et inclure des engagements de la part de toutes les parties à la conférence à mettre en œuvre les mécanismes et les conditions nécessaires pour faciliter la réussite de l'objectif mondial en matière d'énergies renouvelables, ainsi qu'une transition juste permettant de s'affranchir des combustibles fossiles.